

Luttes internationales

La conférence de Versailles sur l'Indochine

Jean Mendelson

L'Assemblée Mondiale de Paris pour la paix et l'indépendance des peuples d'Indochine, s'est tenue à Paris du 11 au 13 février. Le P.S.U. avait refusé de participer au cartel des organisations françaises appelant à cette Conférence, à cause de l'exclusive maintenue contre le Front solidarité Indochine par le P.C.F. Il était cependant représenté par des délégués à Versailles, ayant jusqu'à présent toujours participé à la « Conférence de Stockholm sur le Vietnam », co-organisatrice de l'Assemblée de Paris.

A l'heure où l'administration Nixon s'est lancée dans une vaste entreprise de tromperie de l'opinion mondiale, cette Assemblée pouvait avoir une importance particulière : le délégué U.S. aux conversations de l'avenue Kléber ne s'y est d'ailleurs pas trompé. Il a prétexté cette réunion pour suspendre ces conversations. De fait, le nombre des délégations démontre que cette conférence répondait à une nécessité. On remarquait notamment l'importance des délégations des Etats-Unis, du Japon, d'Amérique latine (le général Torrès, ex-président bolivien ; Chedi Jagan, ex-premier ministre de Guyana ; le député communiste chilien Volodia Teitelbaum ; Melba Hernandez, combattante de la Moncada, à la tête de la délégation cubaine ; le secrétaire général du P.C. de Saint-Domingue, etc.). L'élargissement politique de l'Assemblée a été symbolisé par la présence d'un industriel israélien et par celle des groupes prochinois de Suède... ce qui rendait encore plus injustifiée l'absence du F.S.I.

Le problème de l'unité d'action pour l'Indochine a été soulevé par de nombreux délégués dans la commission d'action, notamment par notre



camarade Cl. Bourdet au nom du Mouvement international pour le désarmement.

La commission politique a montré la convergence des analyses concernant les dernières « ouvertures » de Nixon.

La résolution finale réaffirme le soutien aux sept points du G.R.P. du Sud-Vietnam (1er juillet 1971), ainsi qu'aux cinq points du Front patriotique Lao. Mais le point le plus délicat de l'Assemblée était posé par le Cambodge et par l'attitude très ferme adoptée par Thiounn Prasith, ministre du gouvernement royal d'Union nationale (G.R.U.N.C.), dirigé par Norodom Sihanouk : dans son discours, le délégué khmer a insisté sur l'appui qu'apportaient au G.R.U.N.C., outre ses alliés indochinois, Cuba, la Corée, la Roumanie, l'Albanie et la Chine, et s'est adressé aux délégués soviétiques et à leurs alliés : « Notre peuple ne comprend pas que des pays non inféodés à l'impérialisme américain n'aient pas encore apporté leur reconnaissance au G.R.U.N.C. ». Puis, il a réclamé la fin de l'aide que certains pays (en Europe de l'Est et ailleurs) continuent à apporter aux fantoches de Phnomh-Penh, et il est une nouvelle fois intervenu en commission politique en s'appuyant

sur le discours de Georges Marchais qui réclamait, au nom du P.C.F., la reconnaissance du G.R.U.N.C. par la France.

Dans ces conditions, le résultat des débats ne pouvait être que positif : la résolution, votée à l'unanimité, réclame la fin de la guerre aérienne et le retrait total, rapide et inconditionnel des troupes U.S. du Vietnam, la démission immédiate de Thieu et des élections libres et démocratiques au Sud-Vietnam, ainsi que le cessez-le-feu au Laos, première condition d'une négociation entre les parties lao.

Mais, sur le Cambodge, la formule retenue est soigneusement pesée : l'appui aux cinq points de N. Sihanouk, proclamés le 23 mars 1970 à Pékin, est réaffirmé. « Le seul gouvernement légal y est-il notamment dit, qui représente authentiquement le peuple cambodgien est le G.R.U.N.C, qu'il serait **souhaitable** de voir re-

connu universellement. » La Conférence « souhaite », elle ne « réclame » pas.

La commission d'action pour sa part est allée plus loin : « Les participants à l'Assemblée s'efforceront d'exercer une pression sur les gouvernements de leurs pays afin d'obtenir la reconnaissance de la R.D.V.N., du G.R.P. du Sud-Vietnam et du G.R.U.N.C, ainsi que la cessation de tous les soutiens que certains pays accordent encore aux gouvernements fantoches. » On attend avec impatience le résultat de ces pressions sur la plupart des gouvernements d'Europe de l'Est, qui sont concernés par ce texte. Le P.S.U., quant à lui, est prêt à prendre ses responsabilités et, en tant que signataire de la résolution de Versailles, à réclamer au gouvernement français la reconnaissance du G.R.U.N.C.